



CONVENTION DE PRESTATION « PAIE A FAÇON » du CDG 62

Désignation des parties

ENTRE :

La COLLECTIVITE XXX (ADRESSE – CODE POSTAL COMMUNE), représentée par M./Mme XXX, Maire/Président, agissant par délégation ou en vertu de la délibération du Conseil XXX en date du XXX d'une part,

ET

Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Pas de Calais, sis Allée du château – Cité de la fonction publique territoriale Pierre MAUROY – BP 67 – 62702 BRUAY LA BUISSIERE, représenté par Monsieur Joël DUQUENOY, Président, agissant en vertu de la délibération du Conseil d'Administration en date du 18 mars 2021, conformément aux articles 27 et 28 du décret n°85-643 du 26 juin 1985 et dans le cadre de l'article L 452-40 du code général de la fonction publique, concernant les attributions des Centres de Gestion, et ci-après désigné : « le CDG 62 », d'autre part,

Préambule

Le service « paie à façon » du CDG 62 revêt un caractère collectif. Il permet par le regroupement de moyens matériels et humains, de mettre à la disposition des collectivités et de leurs établissements des éléments et des outils adaptés à la rémunération du personnel et à l'indemnisation des élus. Cette coopération de mutualisation volontaire des moyens représente une économie de temps et de travail de l'agent chargé jusqu'à ce jour de confectionner la paie au sein de votre établissement. Ce dispositif repose sur l'article L 452-40 du Code Général de la Fonction Publique relatif à l'organisation de missions facultatives exercées à la demande d'une collectivité territoriale ou d'un établissement public.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1^{ER} : Objet de la présente convention

La collectivité signataire confie au CDG 62 la réalisation des tâches administratives relatives à la paie de son personnel, de ses élus et par la force des choses, de l'intégralité des personnels rémunérés par elle. (Agents permanents, agents temporaires, vacataires, agents de droit privé et de droit public, animateurs et élus de la collectivité).

ARTICLE 2 : Durée de la convention

La présente convention prend effet à compter du 1^{er} janvier de l'année pour une durée de 3 ans. La reconduction du contrat pour une nouvelle période de 3 ans se fait par tacite reconduction.

ARTICLE 3 : Contenu de la mission confiée au CDG 62

La prestation fournie par le CDG 62, à partir des informations communiquées par la collectivité signataire selon la procédure décrite à l'article 3 ci-après, comprend :

- ✍ La saisie pour création et mises à jour des différents fichiers ;
- ✍ La vérification administrative des éléments fournis et leur cohérence ;
- ✍ Le calcul des traitements ;
- ✍ L'édition des différents états constitutifs de la paie (journal liquidatif, journaux de paie, état des charges) ;
- ✍ La transmission des données pour l'établissement des déclarations et états destinés aux administrations sociales et fiscales et notamment l'établissement de la déclaration sociale nominative (DSN) ;
- ✍ La fourniture des divers barèmes utiles pour le contrôle : traitements, cotisations, etc. ;
- ✍ L'établissement du pré mandatement pour la réalisation des mandats et bordereaux comptables correspondants ;
- ✍ La transmission des données à la collectivité.

ARTICLE 4 : Procédure de liaison entre la collectivité et le CDG 62

La procédure de communication entre la collectivité et le CDG 62 est définie selon le calendrier mensuel ci-joint (Annexe 1). Ce calendrier pourra être modifié par le CDG 62, le cas échéant, en fonction du nombre de jours ouvrables de chaque mois considéré.

La communication des éléments de paie se fera :

- Au moyen du dossier « agent » complété par la collectivité pour chaque création d'agent.
- Au moyen d'un « état mensuel d'éléments variables » complété par la collectivité et transmis par mail au CDG 62 avant la date limite fixée ci-après, soit au plus tard au 10 de chaque mois.
- Les modifications, compléments et éléments variables pour les salaires du mois en cours sont acceptés jusqu'au 10 du mois. Le CDG 62 ne pourra être tenu responsable des conséquences en cas de retard de transmission d'éléments nécessaires à la réalisation de la paie de la collectivité.

Les modèles de documents sont adressés à la collectivité dès signature de la présente convention. Ils peuvent être modifiés par le CDG 62, notamment pour des raisons techniques ou de lisibilité, ou à la demande de la collectivité.

ARTICLE 5 : Vérification des données

Les services du CDG 62 apportent leur assistance à la collectivité signataire en vérifiant la régularité et la cohérence des éléments fournis, mais ne sont en aucun cas responsables des éléments transmis par la collectivité signataire.

En cas de constatation d'une irrégularité ou d'une erreur, celle-ci est immédiatement portée à la connaissance de la collectivité signataire ; cette dernière doit faire connaître au CDG 62 sans délai si elle souhaite modifier ou confirmer sa demande. Dans ce dernier cas, la paie sera réalisée par le CDG 62 conformément aux indications initiales données par la collectivité signataire, cette dernière étant seule responsable des informations communiquées concernant son personnel.

Les services « gestion des carrières » et « paie » du CDG 62 coordonneront leur activité afin de compléter l'assistance fournie à la collectivité signataire dans le cadre de la prestation « paie à façon ».

La transmission des arrêtés du personnel (avancement d'échelon, de grade, retenue sur salaire pour fait de grève, absence irrégulière, régime indemnitaire, maladie plein traitement et demi traitement...) et de manière générale, l'ensemble des actes administratifs relatifs à la gestion du personnel et des personnels à rémunérer relève de la collectivité signataire.

ARTICLE 6 : Communication des documents de paye collectivité

A l'issue des traitements, le CDG 62 adresse à la collectivité, par voie dématérialisée, l'ensemble des documents résultant du traitement de la paie : bulletins de salaire, bordereaux liquidatifs, listes des mandatements et charges, état des cotisations, flux informatiques, etc...

En fin d'exercice, le CDG 62 adresse à la collectivité signataire les journaux annuels et la fiche de salaire annuelle des personnels ainsi rémunérés.

ARTICLE 7 : Conditions financières

Conformément à l'article L 452-30 du code général de la fonction publique, la participation financière demandée aux collectivités bénéficiaires de la prestation « paie à façon » est destinée à couvrir les dépenses afférentes audit service, afin que ces dernières ne grèvent pas le budget général du CDG 62.

La collectivité s'engage à régler au CDG 62, à réception du titre de recettes émis par ses services, les frais correspondants à la prestation « paie à façon » sur la base des tarifs arrêtés chaque année par délibération du Conseil d'Administration du CDG 62, et en vigueur à la date de réalisation de la prestation.

La facturation des prestations sera effectuée trimestriellement, à la fin des mois de mars, juin, septembre et décembre.

**Conditions en vigueur du 01.01.2025 au 31.12.2025
(Délibération du C.A. n°)**

Contribution forfaitaire par bulletin mensuel (toutes déclarations sociales incluses)

11 € par bulletin de salaire émis.

- Droit perçu trimestriellement selon les conditions prévues par l'article 7 de la convention et couvrant l'intégralité de la prestation.

ARTICLE 8 : Résiliation

La présente convention prend effet à compter du 1^{er} janvier de l'année pour une durée de 3 ans. Il est possible de sortir de cette convention au terme de cette période de 3 années par l'un ou l'autre des signataires et ceci en respectant un préavis de 6 mois adressé par lettre recommandée avec accusé de réception lors de la dernière des 3 années (soit 6 mois avant le 31 décembre N+2).

Aucune autre sortie anticipée ne saurait être autorisée désormais et ceci en raison des sommes engagées par le CDG62 lors de l'admission de la collectivité ou de l'établissement dans le service. Le renouvellement de la convention se fait par tacite reconduction pour une nouvelle période de 3 années dans les mêmes conditions de sortie que la période initiale.

Le CDG 62 pourra dénoncer la présente, notamment dans les cas suivants :

- Non-paiement par la collectivité des contributions ou cotisations visées à l'article 7 de la présente ;
- Manquements de la collectivité aux obligations prévues pour assurer la communication des données mentionnées aux articles 4 et 5 de la présente.

ARTICLE 9 : Juridiction compétente – élection de domicile

Tous les litiges pouvant résulter de l'application de la présente convention relèvent de la compétence du tribunal d'administratif de Lille, nonobstant tout règlement transactionnel qui pourrait intervenir entre elles.

Pour l'exécution de la présente convention, les parties font élection de domicile à Bruay la Buisnière, au siège du CDG 62.

ARTICLE 10 : Données personnelles

Finalités

Le traitement a pour objet la gestion de la paie des agents et des élus de la collectivité comme stipulé à l'article 1 de la présente convention.

ARTICLE 11 : Communication

Le CDG62 pourra solliciter la collectivité ou l'établissement adhérent afin de pouvoir communiquer la liste nominative des entités bénéficiant de la prestation « Paie à façon » dans le but d'informer les potentiels collectivités et établissements intéressés.

Base légale

Article 6 du règlement général sur la protection des données (RGPD)

« Le traitement est nécessaire à l'exécution d'un contrat auquel la personne concernée est partie ou à l'exécution de mesures précontractuelles prises à la demande de celle-ci »

Catégories de données traitées

- Données d'identification (nom, prénom, adresse) ;
- Données sur la vie personnelle (situation familiale, supplément familial) ;
- Données sur la vie professionnelle (fonction, régime, grade, échelon, matricule, statut) ;
- Données économiques et financières (indice brut, indice majoré, banque, BIC, IBAN) ;
- Données sensibles (NIR)

Source des données

Ces informations sont recueillies auprès de la collectivité.

Caractère obligatoire du recueil des données

Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Pas de Calais prévoit le recueil obligatoire des données qui sont nécessaires à la gestion de ce service.

Personnes concernées :

- Les agents de la collectivité
- Les élus de la collectivité

Catégories de destinataires des données

En fonction de leurs besoins respectifs, sont destinataires de tout ou partie des données les personnels habilités du service payé à façon du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Pas de Calais.

Transferts des données hors UE

Aucun transfert de données hors de l'Union européenne n'est réalisé.

Durée de conservation des données

Les données sont conservées pour une durée de 5 ans par le service « paie à façon ».

Sécurité

Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la politique de sécurité du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Pas de Calais.

Vos droits sur les données vous concernant

Conformément à la Loi Informatique et Libertés du 06 janvier 1978 modifiée, et au Règlement Général sur la Protection des Données du 27 avril 2016, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement de vos données ou une limitation du traitement de celles-ci.

Vous pouvez vous opposer au traitement des données vous concernant et disposez du droit de retirer votre consentement à tout moment en vous adressant au service Délégué à la Protection des Données du CDG62 : dpomutu@cdg62.fr

Fait à Bruay la Buissière, le
Le Président du CDG 62,

Fait à , le
Le Représentant de la Collectivité

Joël DUQUENOY

**Annexe 1 à la convention pour la réalisation de la
« Prestation paie à façon » par le CDG 62**

**1°) CALENDRIER INDICATIF DE TRANSMISSION DES DONNEES VARIABLES
au CDG**

Pour la paye du mois de :	Date limite de remise au CDG 62 des fiches mensuelles d'éléments variables
JANVIER	X janvier 2025
FEVRIER	X février 2025
MARS	X mars 2025
AVRIL	X avril 2025
MAI	X mai 2025
JUIN	X juin 2025
JUILLET	X juillet 2025
AOUT	X août 2025
SEPTEMBRE	X septembre 2025
OCTOBRE	X octobre 2025
NOVEMBRE	X novembre 2025
DECEMBRE	X décembre 2025